

CONJONCTURE**La récession en Europe vue par Jean-François Jamet**

Par Jean Chartier

Le Fonds Monétaire international et la Banque mondiale prévoient que la stagnation se poursuivra en Europe jusqu'au deuxième trimestre de 2009. Jean-François Jamet, économiste qui suit à la trace l'économie européenne pour la Banque mondiale, ne prévoit pas une récession grave de la zone européenne « *parce que l'économie mondiale reste très dynamique* », nuance-t-il. En outre, il y a de l'argent public sur la table. Mais plusieurs tendances de fond affecteront l'économie, à tel point qu'elle hoquettera avant de redémarrer.

« *Aux Etats-Unis, plusieurs points de pourcentage de déficit par rapport au produit intérieur brut (...) contribuent à la croissance. Par contre en Europe, il y a déjà eu un trimestre de croissance négative et le niveau de déficit paraît élevé dans plusieurs pays. Au Etats-Unis, l'Etat fédéral est pragmatique. C'est différent* », nuance-t-il.

Pour Jean-François Jamet, la banque est le point faible de l'Allemagne, tandis qu'en France la faiblesse se situe du côté de la crise immobilière. Là se trouve l'inconnue pour la France, juge-t-il : « *peut-être la récession y sera-t-elle plus dure, plus longue que prévue à cause de l'immobilier* », assène-t-il.

Dans le contexte de l'euro fort, il reste néanmoins inquiet pour l'Allemagne. Car ce pays a d'autres problèmes qui pointent notamment vers la finance. Il y a aussi dans l'industrie une main-d'œuvre encore à l'emploi dans un contexte de commandes en nette baisse. Il n'y a pas eu l'ajustement nécessaire pour que les entreprises maintiennent leur productivité des dernières années. Ou la main d'œuvre baisse, ou la productivité baisse en Allemagne, prédit M. Jamet.

Jean-François Jamet souligne que le marché de l'économie européenne est globalement resté stable depuis dix ans. « *Toutefois, à l'intérieur de l'Europe, l'Allemagne a gagné des parts de marché et la France en a perdu. La Grande-Bretagne en a également perdu. Et il y a eu un déplacement de la production vers l'Europe de l'Est. D'autre part, les entreprises européennes font plus de nouvelles parts de marché en Asie* ». « *Ce serait néanmoins idiot de la*

part de l'Europe d'interdire les délocalisations », lâche-t-il. Pour lui, il s'agit plutôt d'amener les partenaires commerciaux à acheter des produits européens.

Dans un contexte de stagnation, l'Europe a besoin d'agir au niveau budgétaire, ajoute-t-il. « *L'Europe serait bien inspirée*



Des chiffres qui donnent le vertige sur la décennie la plus récente

d'accélérer le mouvement sur les taux d'intérêt d'ici la fin de l'année. Les Etats-Unis sont réactifs. Un consensus européen sur ce sujet est nécessaire rapidement. En ce moment, l'Europe a besoin d'agir avec sa politique monétaire et avec sa politique

L'ampleur de la crise immobilière va être déterminante pour la fin de la stagnation en Europe

budgétaire. Il y a de la marge étant donné que la zone euro avait un déficit public qui se situait à 0,6 % pour 2007. Celui-ci peut monter à 2 % dans la présente situation. Mais, la France va payer car elle n'a pas de marge de manœuvre. On peut assumer trois trimestres proches de zéro en France », assène-t-il.

LA CRISE IMMOBILIÈRE

L'ampleur de la crise immobilière va finalement être déterminante pour la fin de la stagnation en Europe, estime Jean-François Jamet. Il a en effet colligé des chiffres qui donnent le vertige sur la décennie la plus récente. De 1997 à 2006, précise-t-il, les prix de l'immobilier en Irlande ont augmenté de 219 %, le plus fort bond des pays européens. C'est le ciel des prix en Europe. On peut en

déduire que l'Irlande va souffrir beaucoup et longtemps de l'éclatement de la bulle. Mais l'Irlande n'est pas seule sous tension.

L'Espagne a connu un gonflement de 173 % de ses prix immobiliers en 10 ans. C'est le deuxième champion, devant le Royaume-Uni où les prix ont tout de même bondi de 160 %. Ces pays vont connaître une correction majeure des prix de l'immobilier.

Londres est d'ailleurs un cas particulier. La capitale britannique a en effet été désignée voilà quinze ans comme la capitale financière européenne en quelque sorte, par absence d'opposition. Les prix y ont progressé en conséquence, plus que partout ailleurs en Europe. Or, c'est là que les mises à pied massives des courtiers vont changer la donne incesamment. Il y a un potentiel de chute impressionnant à la City.

La France n'est pas si loin derrière la moyenne d'appréciation du Royaume-Uni sur dix ans. La montée des prix de l'immobilier a atteint 132 % en France. Ce n'est pas rien. « *Cela peut stagner quatre ou cinq ans, de tels prix* », anticipe M. Jamet. A Paris, il y a nettement moins de transactions que par les années passées en cet automne 2008. « *Ceux qui vendent refusent de baisser leur prix, ceux qui achètent refusent de monter les leurs. Tout le monde reste en attente. On est au sommet de la montagne* ».

Le seul pays qui ne se trouve pas dans cette bulle immobilière européenne, c'est l'Allemagne. Les prix de l'immobilier y ont en fait régressé de 2,4 %. Voilà un contexte déflationniste rare. Bien sûr, il y a eu la réunion des deux Allemagne. Situation toute particulière.

Dans ce contexte de ralentissement du commerce, de crise bancaire majeure et de fin de la bulle immobilière, les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI sont attendues avec fébrilité. ■

La bulle immobilière en Europe

Hausse des prix de 1997 à 2006 :

Irlande : +219%

Espagne : +173%

Royaume-Uni : +160%

France : +132%

Allemagne : -2,4%